

Présentation: Anniversaires et politique

Il y a quelque vingt-cinq ans, la littérature pour la jeunesse au Canada français et anglais était, pour reprendre une expression passe-partout, à la croisée des chemins. Particulièrement au Québec, où elle amorçait un nouveau début après une décennie catastrophique. Grâce à la détermination de certains auteurs et animateurs, parmi lesquels Henriette Major, elle a pu éviter une mort annoncée et devenir l'un des domaines les plus actifs de la création littéraire au Québec.

En 1975, la naissance de *Canadian Children's Literature*, devenue quelques années plus tard une revue bilingue avec l'ajout à sa raison sociale de *Littérature canadienne pour la jeunesse*, a coïncidé avec cet essor marqué, entre autres accomplissements, par la multiplication des associations professionnelles, des prix littéraires et des maisons d'édition spécialisées. Dans la mesure du possible, la CCL/LCJ a toujours tenté, pour le bénéfice du Canada anglais et de l'étranger, de rendre compte de l'évolution de la production littéraire du Québec, autrefois par des comptes rendus approfondis et maintenant par des articles à la pointe de la recherche dans ce domaine.

Pour souligner son anniversaire, le comité de direction a décidé d'explorer la dimension politique de la littérature de jeunesse. Les articles retenus parlent autant de la politique en soi, comme art et pratique du gouvernement de la société humaine, que du politique, c'est-à-dire de tout ce qui relève des questions de pouvoir, des rapports de force sociaux et culturels. À cet égard, les deux contributions francophones sont particulièrement pertinentes. L'étude de Flore Gervais sur les pratiques de lecture à l'école élémentaire est on ne peut plus révélatrice quant à l'interdépendance entre littérature de jeunesse et milieux scolaires, car il semblerait presque assuré que l'école reste le lieu privilégié de la diffusion des oeuvres pour la jeunesse et que c'est bien elle qui forme la majorité des lecteurs et de leurs habitudes de lecture. Le répertoire des prix littéraires qu'a établi Noëlle Sorin fait ressortir l'arrière-plan politique des distinctions accordées. En effet, récompenser le talent, l'imagination ou la qualité de la langue ne saurait être un activité désintéressée, puisque toute récompense ou distinction se donne au nom de valeurs parfois lourdes de visées politiques. Les contributions de langue anglaise font transparaître elles aussi les accointances politiques du monde littéraire. Par exemple, l'article de Mavis Reimer et Anne Ruskak dégage des constantes thématiques fondamentales touchant la question de l'identité nationale: dans les romans canadiens-anglais, la maison est le contexte d'une crise identitaire et le produit d'un choix, tandis que dans les romans québécois, elle est un état d'âme et un lieu d'origine. Et, fait à souligner, cette

analyse est fondée sur un corpus limité aux seuls romans ayant obtenu des distinctions prestigieuses comme le Prix du Gouverneur général, récompense institutionnelle dont la dimension sociopolitique n'échappe à personne. Ce qui montre, pour parler à la Bourdieu, comment on produit et reproduit une identité nationale.

La littérature de jeunesse s'avère donc un moyen privilégié de sensibilisation aux réalités sociales et politiques, comme le suggèrent les autres spécialistes dont nous publions les études. Et, pour conclure, le témoignage de Charles Montpetit sur son projet de livre inspiré par l'événement tragique de l'École polytechnique met en relief le fait que si le sujet d'une oeuvre peut être politique en soi, toutes les étapes de la production d'un livre, de sa conception à sa fabrication, et de sa publication à sa réception, sont elles aussi politiques.

Daniel Chouinard